

imagine

DEMAIN LE MONDE

SLOW PRESS

Écologie
Société
Nord-Sud

15 €
N°167 / HIVER 2026



Coup de jeunes

Mon argent, mon choix



- D.R.

Prendre conscience des disparités
genrées dans les questions d'argent
au sein des ateliers organisés par
Financité : un premier pas vers
plus d'autonomie et/ou moins de
précarité pour les femmes.

Depuis bientôt un an, Financité et La Ligue des familles organisent des cycles d'ateliers d'autodéfense financière féminine en vue de former et d'outiller les femmes à l'argent. Dans un monde toujours inégalitaire, il s'agit aussi de leur donner un coup de pouce pour gagner en autonomie financière.

« **T**racez une ligne horizontale sur une feuille. Celle de votre vie. Et indiquez-y là où vous pensez vous être appauvries par rapport aux hommes en général ou aux hommes de votre entourage. »

Voilà l'un des exercices proposés lors d'un atelier des cycles d'autodéfense financière féminine lancés en 2025 par la Ligue des familles et Financité, mouvement d'éducation permanente sur les questions de l'économie et de la finance.

« Beaucoup de femmes placent la naissance comme premier événement. Elles remarquent via cette ligne du temps qu'elles se font flouer du début à la fin de leur vie », explique Mathilde Legrand, chargée de projet en éducation permanente à la Ligue des familles. Durant neuf ateliers, deux heures par mois le soir, l'argent est abordé sous toutes ses facettes : de l'épargne à la pension en passant par l'héritage, la gestion des finances dans le couple, les investissements ou l'éducation des enfants.

L'idée leur a été soufflée par Annika Lenz, Allemande installée à Bruxelles depuis plusieurs années. « En Allemagne, la précarité des femmes à la retraite ou après une séparation est très répandue. Comme la Belgique, c'est l'un des pays où les femmes réduisent le plus leur temps de travail à la naissance des enfants, en raison d'une fiscalité peu égalitaire et de solutions de gardes qui manquent. J'ai souvent lu dans la presse qu'elles devaient investir dans un fonds de pension privé pour pallier ces inégalités. J'ai eu longtemps ça en tête et je ne savais pas du tout comment m'y prendre », explique-t-elle. Jusqu'à ce qu'elle s'inscrive à une formation en ligne, payante et en allemand, dispensée par une coach de gestion financière pour femmes. Une révélation, pour Annika. « Je découvre alors pourquoi les femmes sont tellement à risque, en raison de leur prise en charge toujours plus importante du travail altruiste [de care]. Je ressors de cette formation pleine de nouveaux outils assez maniables, je change mon modèle de gestion financière de

couple et je commence à investir en bourse. J'en parle aussi beaucoup à des amies qui se reconnaissent dans ces situations et sont très intéressées. Mais je ne trouve rien de similaire en Belgique. Je me suis donc tournée vers Financité », retrace-t-elle.

Déliier les langues

Avant de gérer son argent, il faut pouvoir en parler. Une chose pas si simple qui peut s'avérer encore plus difficile pour les femmes. « Beaucoup de valeurs négatives sont véhiculées quand une femme parle d'argent. On dira d'elle qu'elle est vénale par exemple, observe Danaé List, animatrice et chargée de projet violences économiques chez Financité. Du côté des hommes, par contre, c'est une qualité valorisée, d'autant plus dans l'idéologie masculiniste ambiante qui prône le pouvoir de l'argent. »

Lors de ces ateliers, gratuits, c'est l'expérience des femmes qui fait expertise. « Les participantes sont de cultures et de statuts sociaux différents. On se rend compte qu'on subit la même chose, qu'on n'est pas seules. Sont aussi présentes beaucoup de mamans solos, qui gèrent tout le budget parce que le père est totalement absent ou parce qu'il ne participe pas aux frais », observe Mathilde Legrand. Toutes les questions sont mises sur la table, sans tabou. « Nous rebondissons sur les demandes des femmes : de nombreuses thématiques récurrentes sont relatives à l'intime souvent corrélié à l'organisation sociétale inégalitaire », poursuit-elle.

Et s'il y a bien un sujet – intime et politique – qui préoccupe beaucoup de femmes, c'est le couple et l'argent. Un grand défi, une belle arnaque aussi, sur la ligne de vie des femmes.

Ce sont toujours en majorité les femmes qui réduisent leur temps de travail ou mettent leur carrière sur pause pour s'occuper des enfants. Les chiffres en témoignent. Sur le marché du travail, on constate soit un écart de 5,9 % entre les femmes (61,4 %) et les hommes (67,3 %) sans enfants, >

« Pour reconnaître le travail gratuit des femmes, il est important de le quantifier, mais il faut aussi revenir à un autre essentiel : que chacun fasse sa part »

— Danaé List, Financité

relève une étude de 2024 sur la transmission genrée du capital, réalisée pour l'Institut pour l'égalité des femmes et des hommes. Or, pour les personnes ayant un enfant, cet écart grimpe à 7,2 %, et même à 25 % chez celles avec trois enfants ou plus.

Autre expérience souvent partagée par les femmes en couple : « la théorie du pot de yaourt » popularisée par Titiou Lecoq, journaliste et essayiste dont le livre *Le couple et l'argent* a contribué à sortir le sujet du tabou. Elle y explique que dans les couples sans compte commun, il arrive fréquemment que le salaire le plus important – souvent masculin – paye les plus « grosses » dépenses : voiture, prêt pour la maison, etc. Le petit salaire s'acquitte des dépenses quotidiennes, comme les courses alimentaires. Un système qui peut tenir la route lorsque tout va bien mais qui révèle toutes ses inégalités au moment de la séparation. « Madame » se retrouve avec pour seul patrimoine un pot de yaourt vide. Si la séparation coûte aux hommes et aux femmes, la perte de niveau de vie est estimée à 22 % pour les femmes, contre 3 % pour les hommes, selon les calculs de l'association française La fondation des femmes. Ce sont aussi les femmes qui se retrouvent à plus de 80 % parmi les parents solos, autre facteur aggravant de précarité.

Enfin, les inégalités dans le couple peuvent aussi prendre la forme de violences économiques. Contrôler les ressources financières, restreindre l'accès à l'emploi, refuser de payer une pension alimentaire, contracter des dettes au nom de la victime... autant de stratégies mises en place par des conjoints violents qui plongent les femmes dans la dépendance économique et la précarité.

Dans son dernier rapport, l'Institut européen pour l'égalité de genre relève que les stéréotypes sont toujours tenaces. 53 % des jeunes hommes – contre 33 % de femmes – estiment « acceptable » qu'un homme contrôle les finances de sa partenaire.

La séparation, révélatrice des inégalités

De nombreuses femmes prennent seulement conscience des inégalités du couple lors de sa séparation. « Tu te

prends le patriarcat en pleine face, alors que tu étais dans un couple où l'égalité était pourtant discutée », témoigne Céline*, quadra récemment séparée.

Car si les inégalités peuvent découler d'une prise de pouvoir du conjoint sur sa conjointe, elles peuvent aussi éclore derrière les « 50/50 », les « communs accords », la « gestion en toute confiance et transparence » qui pénalisent les femmes à leur insu.

« J'ai toujours considéré que l'argent ne faisait pas partie de mes valeurs alors j'ai mis cette question de côté. Mon compagnon gérait les finances du couple et du ménage sans qu'on se pose de questions. Comme il avait de meilleurs revenus, c'est moi, comme beaucoup de femmes, qui ai réduit mon temps de travail pour m'occuper de nos enfants. Suite à cette séparation, je prends conscience que je me suis mise en situation de dépendance financière », poursuit Céline. A la formation en autodéfense, elle a retrouvé de nombreuses femmes pour qui, comme elle, l'argent a longtemps été un « impensé ».

40 % des couples ne discuteraient jamais de leurs finances. Danaé List insiste : « Quand on dit aux femmes que l'argent doit être un sujet, c'est comme si on enlevait tout le romantisme du couple. Protéger la personne que l'on aime passe aussi par l'argent. Tout couple s'achève à un moment, donc il faut faire en sorte que la personne la plus faible financièrement puisse vivre dignement. »

« Quand on aime, on compte », pour résumer. A afficher auprès d'un autre mantra sur la porte du frigo : « Se protéger, avant de se détester. »

Tara a suivi les ateliers d'autodéfense, une occasion pour elle « d'investir en soi ». « J'ai adoré ces moments collectifs, où chacune avec sa propre histoire prenait conscience que la protection dans un couple se joue tant sur le plan physique que financier », se souvient-elle. Dans la foulée de la formation, elle a mis en place plusieurs choses dans son couple, tel un compte bancaire commun plus transparent, et s'est lancée dans une épargne-pension privée. Elle en parle dès que possible à ses amies, « pour que nous comprenions toutes que les lois ne sont pas du côté des femmes et que ce sera encore pire avec l'Arizona ».

Suite à sa formation, Annika est passée quant à elle au modèle des trois comptes, dit aussi « modèle kif-kif ». « Dans ce principe, tous les revenus et allocations familiales vont sur le compte commun. Depuis celui-ci sont payés tous les frais liés au ménage : loyer, électricité, chaussures pour les enfants, etc. S'il existe un reste, il est divisé kif-kif sur les comptes individuels de chacun et chacune qui en fait ce qu'il veut, ses propres dépenses, ses épargnes, ses économies ou ses investissements. »

Pour elle, il s'agit d'un mécanisme beaucoup plus solidaire que le 50/50, mais, concède-t-elle « plus facile à proposer quand tu as des revenus plus égalitaires et que tu n'es pas dans une situation de domination ».

Lisa a longtemps laissé son ex-compagnon gérer les finances, reproduisant le schéma parental. « Résultat, il s'est enrichi et moi pas », déplore-t-elle.

Aujourd'hui, elle a repris pleinement et fièrement le contrôle de son argent. Via un monitoring clair de ses dépenses, dans un premier temps, en vue d'accuser le choc financier de la séparation et de refaire sa vie financière. Elle s'est ensuite progressivement formée, par le biais de comptes Instagram et de livres. Dans son couple actuel, l'argent est un sujet de discussion qu'elle ose amener. « Mon compagnon me fait souvent des blagues là-dessus mais le fait d'être en contrôle me met moins mal que de passer pour une radine. Avant je ne m'en préoccupais pas trop pour éviter les conflits mais ça générerait de la frustration et un sentiment de manque de liberté. Gérer son argent, veiller sur ses intérêts financiers, c'est gérer son autonomie », défend la trentenaire.

Elle s'est aussi lancée dans l'investissement en bourse. « Je pensais c'était réservé à des personnes riches et expertes, mais j'ai réalisé que c'était accessible à tout le monde », précise-t-elle, confiant « tirer du plaisir de l'épargne, un luxe que tout le monde ne peut pas se permettre ».

Un modèle économique à repenser

La question des investissements en bourse et de l'enrichissement personnel n'est pas éludée dans les ateliers d'autodéfense. Danaé List développe un point de tension : « Quand on parle finances et féminisme, si on veut être à égalité, les femmes doivent pouvoir utiliser les mêmes instruments que les hommes. Il est important de les outiller pour qu'elles ne se retrouvent pas à trimer parce que plus "vertueuses". En même temps, il est nécessaire de se poser la question des conséquences d'investissements dans des entreprises cotées en bourse qui persécutent les femmes et menacent l'environnement. »

En attendant de mettre le capitalisme patriarcal à terre, Financité propose des pistes alternatives comme des fonds d'investissement éthiques en matière de justice sociale et d'écologie. Des solutions plus collectives émergent aussi des ateliers comme des coopératives d'épargne ou des habitats groupés de femmes divorcées.

Parler d'argent, c'est aussi poser la question de la valeur qu'on accorde aux choses. « J'ai donné du temps aux enfants, à la vie sociale, pour notre connexion au monde... Des choses encore endossées bien souvent par les femmes et peu valorisées », fait remarquer Céline. « Ce sont des discussions que nous avons également. Donner une valeur monétaire à tout, en rémunérant ou en externalisant le travail du care, c'est aussi dévaloriser tout ce travail réalisé par les femmes. Pour reconnaître le travail gratuit des femmes, il est important de le quantifier, mais il faut aussi revenir à un autre essentiel : que chacun fasse sa part », appuie Danaé List.

Si le temps, c'est de l'argent, les femmes – déjà confrontées à une double journée et plus à risque de pauvreté – ont-elles encore du temps à consacrer à la gestion de leur argent ? « On y réfléchit, relèvent Mathilde Legrand et Danaé List. Nous allons d'ailleurs ouvrir un nouveau cycle

en 2026 avec un accès pour les femmes avec enfants en bas âge. »

Annika Lenz rassure. « Il faut investir du temps une fois pour comprendre les mécanismes financiers de base, se donner trois mois pour enregistrer toutes ses dépenses et pouvoir se réorganiser. Mais une fois que tu as pris de nouvelles habitudes, ce n'est pas éternel », explique-t-elle, encourageant les femmes à se lancer « avant qu'il ne soit trop tard ». Trop tard pour compenser les inégalités structurelles de pension par exemple. Parce qu'il s'agit aussi d'un enjeu collectif, elle préconise aussi d'en parler aux enfants, de les éduquer à une consommation responsable. « A l'instar des cours d'EVRAS, pourquoi pas des cours d'éducation à l'argent à l'école ? », suggère quant à elle Céline.

« Mon argent, mon choix », un nouveau slogan à investir pour porter le combat de l'autonomie financière des femmes ? – Manon Legrand

* Prénom modifié.

« Lors de la séparation, tu te prends le patriarcat en pleine face, alors que tu étais dans un couple où l'égalité était pourtant discutée »

— Céline, participante aux ateliers d'autodéfense financière